



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations classées**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 21 décembre 2023

Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PAIC-2023-0099 du 21 décembre 2023

portant mise en demeure de la SOCIETE INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES de respecter les valeurs limites dans les eaux résiduaires prescrites par l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2003 concernant son établissement situé à Annemasse

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003.74 du 13 janvier 2003, autorisant la SOCIETE INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES (IPS) à poursuivre l'exploitation, au 24A rue de la Résistance à ANNEMASSE d'une unité de formulation de microbilles mécaniques (alliages de plomb) ;

VU le contrôle inopiné des eaux résiduaires du site réalisé par la société SOCOTEC le 7 septembre 2023 ;

VU le rapport établi par la société SOCOTEC et transmis le 11 octobre 2023 par messagerie électronique à la Direction départementale de la protection des populations ;



VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de la SOCIETE INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES (IPS) et transmis par courrier recommandé avec accusé de réception le 27 novembre 2023, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU le rapport en date du 15 décembre 2023 de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant au courrier du 27 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que les résultats du contrôle inopiné des eaux résiduaires réalisé par la société SOCOTEC le 7 septembre 2023 montrent un dépassement des concentrations pour le paramètre plomb de 712 µg/l pour une valeur limite d'émission de 200 µg/l et pour le paramètre étain de 2440 µg/l pour une valeur limite d'émission de 500 µg/l ;

CONSIDERANT que de telles teneurs sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement compte tenu de leur importance ;

CONSIDERANT dès lors qu'il s'agit d'une non conformité notable et qu'il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie,

## **A R R E T E**

Article 1 : La SOCIETE INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES dont le siège social est situé au 24A rue de la Résistance sur le territoire de la commune de ANNEMASSE est mise en demeure de prendre les dispositions utiles en vue de respecter, sous un délai maximal de 2 mois, les valeurs limites d'émission pour le paramètre plomb et le paramètre étain conformément aux dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003.74 du 13 janvier 2003, concernant son établissement situé à la même adresse.

Article 2 – Notification :

Le présent arrêté sera notifié à la SOCIETE INDUSTRIE DES POUDRES SPHERIQUES.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

#### Article 4 – Application

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée à Monsieur le Maire de Annemasse.

Pour Le Préfet,  
Le secrétaire général,

David-Antony DELAVOËT